**La Grande Guerre: quelles perspectives pour un centenaire?**

Question à double tranchant: il s’agit de la première guerre mondiale mais il s’agit aussi d’un centenaire. Pourquoi en prendre acte? Pour l’historien penché sur ses archives, pour le public qui s’intéresse à l’histoire, rien ne désigne cent ans comme signifiant. Les nouvelles recherches, les débats qu’elles provoquent, ont la même valeur nonante-cinq ou cent cinq ans après le fait. Un centenaire a peu d’importance scientifique.

 Pourtant, la question n’est pas si vite résolue, car nous habitons tous, depuis au moins le siècle des lumières, le temps historique. A d’autres époques, le sens du temps était défini par des mythes, par la religion, par un rapport avec la vie qui n’accordait pas au passé *humain* une valeur déterminante. On attribuait à d’autres cycles, à d’autres explications, le sens de notre existence. Mais pour nous l’histoire humaine - ses causes, ses effets, son évolution - a pris une importance non pas totale, certes, mais quand même *majeure* dans la définition du sens de notre vie collective. Les sociétés modernes utilisent le temps historique comme un étalon essentiel d’où elles sont venues et où elles vont.

Il s’ensuit que chaque société a ses « mémoires collectives, » ses rapports avec son passé, qui sont dictées par les besoins et les préoccupations du présent. Cette mémoire collective n’est pas exactement la même chose que l’histoire pratiquée par l’historien. L’historien s’enquiert sur ce qui n’est pas connu ou sur ce qui l’est, mais de manière originale, afin de provoquer de nouveaux rapports avec le passé. Elle ou il s’intéresse à tout ce qui rend l’histoire différente du présent, en essayant de l’aborder comme s’il s’agissait d’une contrée inconnue. La mémoire, quant à elle, cherche ce qui reste du passé dans le présent, sur comment le passé parle au présent.[[1]](#endnote-1) Différences d’approche qui vont caractériser les commémorations lors du centenaire de la Grande Guerre. Différences qu’il faudrait prendre en compte si nous voudrions nous servir de l’histoire des historiens pour informer ces commémorations tout en reconnaissant que nous habitons tous le temps historique et que l’histoire appartient à tout le monde.

 J’assume, donc, les deux termes de l’équation – histoire et mémoire – et en le faisant, je prendrai en compte le fait que la mémoire collective de la Grande Guerre possède déjà sa propre histoire, ou plutôt ses propres histoires, car elles varient selon les pays concernés. L’histoire de la mémoire (des « lieux de la mémoire ») est devenue un sujet en soi, un sujet de prédilection même, qui attire l’intérêt des historiens comme du public. Les perspectives possibles sur la Grande Guerre à son centenaire s’inscrivent dans une histoire déjà riche de la mémoire de ce conflit.[[2]](#endnote-2) Dans la première partie de cet essai je voudrais évoquer l’histoire de ces mémoires afin de mieux proposer, dans la seconde partie, quelques perspectives qui diffèrent de celles du passé. Informées par les derniers travaux des historiens, ces nouvelles perspectives (du moins, c’est mon espoir) pourraient nous aider à saisir le sens de ce conflit cent ans plus tard.

**1. Mémoires de la Grande Guerre**

Disons d’emblée qu’une seule orientation me semble possible face au centenaire de la Grande Guerre, malgré les diverses perspectives qu’elle devrait contenir: une orientation européenne et globale. Mais, quoi de surprenant à cela? Une histoire mondiale pour une guerre mondiale, rien de plus évident. Soit! Mais le cadre national a toujours pris le dessus en ce qui concerne la mémoire de cette guerre – et il est loin d’être certain que les choses se passent autrement lors du centenaire de 2014-2018.

Car la Grande Guerre a confirmé l’état-nation comme la forme d’organisation principale de notre monde contemporain et comme une source puissante de nos identités collectives. Il est vrai que l’Europe qui s’embarque sur la guerre en 1914 avait connu depuis un siècle le ferment des nationalités. Toutefois, trois empires dynastiques et multi-ethniques se débattaient l’espace de l’Europe de l’est (l’Autriche-Hongrie des Habsburgs, la Russie des Romanovs et la Turquie ottomane) et se considéraient en quelque sorte menacés par le nationalisme. Par ailleurs, dans les trente ans avant 1914, les nations de l’Europe de l’ouest avaient étendu leur mainmise sur de vastes pans de la planète à l’état pré-national en consolidant leurs empires maritimes et coloniaux. Mais l’Europe qui émerge de la violence inouïe de la Grande Guerre quatre ans et demi plus tard est une Europe des nations, dont les nouveaux-venus à l’est se disputent les ruines des empires terrestres écroulés dans une série de conflits qui prolongent la Grande Guerre jusqu’en 1923. « Guerres des pygmées » dit Churchill avec dédain. Mais pas si « petites » que cela, car elles ajoutent des centaines de milliers de morts à la note du boucher pour la Grande Guerre de plus de dix millions de soldats tués.[[3]](#endnote-3) C’est le cycle de violence qui va de 1912 (première guerre balkanique) jusqu’en 1923 (la fin de la guerre Gréco-Turque), cycle que nous pourrions intituler « la plus grande guerre, » qui signe l’entrée définitive de l’Europe dans l’ère des états-nations qui reste sa fondation aujourd’hui.

C’est également cette « plus grande guerre » qui voit les premiers remuements de l’esprit d’indépendance nationale dans les empires maritimes et coloniaux. En 1919, lors de la conférence de la paix à Paris quand les Européens semblent vouloir refaire leur monde sur de nouvelles bases, les intellectuels coloniaux demandent la libération nationale au nom de ces mêmes principes de souveraineté et d’auto-détermination. Ils ne réussiront pas. Le principe national ne sera étendu au monde colonial qu’à la suite d’une deuxième guerre mondiale et au prix des luttes de décolonisation. Mais la Grande Guerre marque un pas décisif dans l’arrivée de l’état-nation sur le devant de la scène. Si elle est en partie un conflit entre nations, elle est tout autant un affrontement entre l’idée de la nation et les dynasties impériales.[[4]](#endnote-4) Cet affrontement est à l’œuvre dans la crise de juillet 1914. Il explique qu’un conflit entre l’empire habsbourgeois (l’Autriche-Hongrie) et le nationalisme serbe, conflit qui se situe au carrefour des rivalités entre les grandes puissances, mette le feu à l’Europe. C’est la guerre elle-même, et la paix qui s’ensuit, qui consacre le triomphe du principe national et incite son émulation dans les colonies.

Certes, le drame de la Grande Guerre ne se limite pas à la victoire du principe national et à la défaite des empires dynastiques - loin de là. Le prix, qui pèse sur toutes les nations issues du conflit et sur leur mémoire de celui-ci, fut terrible. Même pour les vainqueurs (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Belgique libérée, les nouvels états de l’Europe de l’Est), il n’y eut aucun triomphalisme. Ce prix tient à l’histoire militaire du conflit. L’éclatement des hostilités en 1914 fait découvrir au monde le nouveau visage de la guerre elle-même, visage dont les traits principaux avaient été lisibles dans les conflits précédents (guerre russo-japonaise de 1904-1905, guerres balkaniques de 1912-1913). Ces conflits avaient bel et bien montré l’effet des explosives à haute puissance, la difficulté pour l’infanterie qui manoeuvrait comme au temps de Napoléon à avancer contre des positions protégées par l’artillerie lourde, par les mitrailleuses, par les tranchées. On avait vu tout cela sans réellement le comprendre.[[5]](#endnote-5) On était resté convaincu que la guerre fût toujours un instrument politique, qu’elle serait terrible mais courte, et que l’on pourrait s’en servir sans que le monde lui-même en soit transformé.

Ce que l’on découvre, bien sûr, c’est tout le contraire, et cela très vite. En effet, à l’automne de 1914 la guerre à l’échelle de l’homme du 19e siècle bascule dans la guerre mécanique du 20e siècle, et ce, de surcroît, avec la défensive en position de force.[[6]](#endnote-6) Opposer l’homme à la puissance du feu industrielle, c’est inviter le massacre. Ceci explique pourquoi les pertes les plus élevées sont celles du début, de 1914, qui sont bien plus élevées que celles de Verdun ou de la Somme, batailles iconiques de 1916. Les tranchées sont la réponse logique à cette réalité militaire quasiment insoupçonnée avant 1914. Elles sont une façon de se protéger. Il en résulte une guerre de siège de type nouveau, où chaque camp assiège l’autre et cela sur tous les fronts - à l’ouest, à l’est, en Italie, dans les Balkans. L’Europe devient un continent sous siège mutuel.

Comment rompre cette siège, comment restaurer l’avantage militaire à l’offensive, restera un problème sans solution. Il y en a dans l’histoire, des problèmes sans solution - ce qui veut dire qu’il y en a aussi dans notre présent. La difficulté, c’est de les reconnaître. Les généraux pendant la Grande Guerre, qui n’étaient pas moins intelligents que nous, cherchaient en vain une solution militaire par moyen d’offensives renouvelées et soutenues par les armes industrielles (artillerie, aviation, chars), sans jamais trouver le cheval de bois de leur guerre de Troie moderne. A la longue, la balance commence à se pencher vers l’offensive. Mais ce mouvement ne se confirmera en définitive qu’en 1940, avec le *Blitzkrieg* allemand. En 1918, autant que l’offensive renouvelée c’est l’effet cumulatif de l’usure – de l’impératif de mobiliser toutes ses ressources, économiques, politiques, culturelles, psychologiques, contre celles de l’ennemi - qui fera écrouler la volonté combative de l’Allemagne, de l’Autriche-Hongrie et de leurs alliés. Comme disait Clemenceau à juste titre: la victoire appartient à celui qui peut croire un quart d’heure de plus que son adversaire qu’il sera vainqueur.[[7]](#endnote-7) Vainqueur ou vaincu, pourtant, le prix consista en les plus de dix millions de morts militaires auxquelles j’ai fait allusion, sans parler des morts militaires des guerres après la guerre, des morts civils, des mutilés, des aveugles, des traumatisés et du deuil de masse.

 Le drame de la Grande Guerre ne s’arrête pas avec cette tragédie militaire. Car gagner cette guerre d’usure implique la mise à contribution de toutes les ressources que je viens d’évoquer. Cela implique une mobilisation sinon totale au moins « totalisante », avec ses dynamiques internes de toujours plus et de toujours plus violent, afin d’écraser la volonté de l’ennemi dans son ensemble, non seulement ses soldats sur les champs de bataille mais sa population civile, en lui privant des ressources les plus essentielles par un blocus naval ou par une guerre sous-marine. Dès 1915 on livre des raids aériens contre les civils ennemis. On avait tout de suite imaginé Coventry en 1941 ou Dresde en 1945. Seuls les moyens manquaient. Avant la fin de la guerre, on commence à les avoir.

Mais l’investissement des peuples impliqué par ce degré de mobilisation fut le défi ultime. Il mit en jeu le sort des sociétés entières. La légitimité politique, la capacité du sacrifice collectif, devenaient la trame profonde et le dernier ressort des nations comme des empires. En l’occurrence, les empires terrestres se montrent moins aptes à soutenir cet effort. La Russie romanov, l’Autriche-Hongrie habsbourgeoise et la Turquie ottomane vont écrouler à partir de 1917.[[8]](#endnote-8) Les états-nations se montrent plus résilients, bien que ceux de création récente, l’Italie et l’Allemagne, soient durement éprouvées. Même les démocraties (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis) qui, avec l’Italie, forment le camp adverse de l’Allemagne une fois la Russie bolchévique retirée de la guerre, auront besoin de se re-mobiliser chacune pour son « dernier quart d’heure ». Cet effort entraine une radicalisation politique et un éclatement idéologique de l’Europe en guerre et encore plus de cette Europe de la « plus grande guerre » qui ira jusqu’en 1923. En un mot, la rivalité entre communisme, fascisme et démocratie (cette dernière redéfinie par la croisade de Woodrow Wilson) n’est en rien un effet indirect ou déféré de la Grande Guerre. La guerre en est le creuset. Sans elle, sans la victoire ou la défaite, cette radicalisation ne se serait pas produite ou du moins se serait produite différemment.

Après la guerre, les gens savaient qu’ils habitaient un monde transformé - d’où l’invention d’avant-guerres nostalgiques, la « belle époque » française, l’été doré de l’Angleterre edwardienne, un *Kaiserreich* idéalisé pour une Allemagne en deuil de sa gloire perdue. Mais ce monde à bien des égards éclaté et tragique, même pour les vainqueurs, était appréhendé surtout à travers le cadre national que la guerre avait ou bien crée ou bien confirmé. Ce sont ces mémoires collectives *nationales*, chacune avec sa propre histoire, qui ont véhiculé le souvenir de la Grande Guerre jusqu’à nos jours.

Voilà ce qui explique beaucoup quant à l’état très inégal de la mémoire de la Grande Guerre selon le pays. Cette mémoire a été plus forte et plus continue chez les nations « victorieuses » du front de l’ouest, surtout la France et la Grande-Bretagne. Cela est vrai aussi pour les anciens « dominions » britanniques. L’Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada ont forgé leurs titres de nationalité à Gallipoli et à Ypres, sur la Somme et en Paléstine.[[9]](#endnote-9) Bien sûr, comme partout la deuxième guerre mondiale a éclipsé la première. Mais ce second conflit étant surtout en Europe une guerre du front de l’est, les pertes françaises et britanniques sont restées nettement supérieures pour la première guerre.[[10]](#endnote-10) La seconde guerre mondiale fut vécue et remémorée selon un autre registre, différent dans les deux cas - guerre juste et épopée nationale pour les Britanniques, traumatisme divisif pour les Français, ce passé qui pendant si longtemps « ne passait pas ». Mais justement à cause de cet autre registre de mémoire, c’est la première guerre mondiale dans les deux cas, britannique comme français, qui s’est confirmée comme le symbole du sacrifice, de la mort en masse, de ce que le soldat poète, Wilfred Owen, qui mourut peu avant l’Armistice, appella « la pitié de la guerre. »

 Le cas allemand est l’opposé. Certes, les historiens allemands s’intéressent à la Grande Guerre.[[11]](#endnote-11) Mais de nos jours le grand public s’y intéresse beaucoup moins qu’en France et en Angleterre, même si la différence depuis vingt ans est moins nette qu’avant. Il n’y a rien d’étonnant à cela. L’Allemagne d’avant 1939 est obsédée par un conflit qui lui avait coûté plus de deux millions morts et une défaite humiliante. Mais depuis lors, la mémoire collective allemande est absorbée par la catastrophe bien plus grande de la seconde guerre mondiale. La mort cette fois-ci de plus de cinq millions d’Allemands et la défaite définitive de 1945, suivie de la division du pays, a fait du premier conflit mondial le simple héraut de la vraie et grande tragédie.

On pourrait tracer presqu’à l’infini ces différentes mémoires nationales, que ce soit une Hongrie toujours hantée par la défaite de 1918, consacrée par le Traité de Trianon, parce qu’elle est à l’origine des frontières rétrécies d’aujourd’hui, ou que ce soit l’Union Soviétique, qui refusait toute mémoire d’une guerre « impérialiste » dont la seule importance aurait été d’occasionner la révolution bolchévique.[[12]](#endnote-12) Citons en particulier le cas polonais car il montre la difficulté à faire encadrer par la mémoire de l’état-nation l’expérience complexe d’une guerre qui lui précède, même s’il en est sorti. La Pologne de 1914 était divisée depuis la fin du 18e siècle par l’Allemagne, l’Autriche et la Russie, et trois millions et demi de Polonais sont enrôlés, par conséquent, dans les armées opposées de ces puissances. Quatre cents mille y meurent. La Pologne indépendante sort directement de la Grande Guerre en raison de la défaite de deux des armées dans lesquelles des soldats polonais s’étaient battus (allemande et autrichienne). Mais le nouvel état polonais s’affirme par ses propres « guerres des pygmées » en établissant ses frontières contre la Lithuanie et l’Ukraine en 1919, avant de vaincre l’armée Rouge aux portes de Varsovie en 1920. Curieusement, la Pologne des années 1920 devient le gardien des cimetières de l’ancien front de l’est, qui se trouvent sur son territoire. Mais le « soldat inconnu » à Varsovie ne vient pas d’une des batailles du premier conflit mondial où tant de Polonais sont tombés, bien que les noms de ces batailles soient gravés sur le monument. Il vient de la bataille de Lvov en mai 1919 lors du conflit avec l’Ukraine. La Grande Guerre était un conflit pré-national pour la Pologne et, selon un des principaux historiens polonais, il reste « une guerre oubliée» dans ce pays aujourd’hui.[[13]](#endnote-13)

 Ces mémoires nationales joueront un rôle majeur dans le centenaire de la Grande Guerre, surtout au niveau des états et des cérémonies officielles. Ceci est logique, compréhensible, juste même, la Grande Guerre faisant partie de l’histoire toujours récente de ces mêmes états-nations. En plus de cela, les mémoires collectives évoluent en fonction d’un présent qui change et qui, par conséquent, sollicite ou impose de nouveaux rapports avec le passé. Elles sont déjà riches, nous l’avons dit, ces mémoires nationales, et tout sauf figées. Pour s’en rendre compte, il suffit de jeter un coup d’œil sur les grands anniversaires précédents. Au vingt-cinquième anniversaire, en 1939, la question dominante était celle des « responsabilités » pour une guerre qui, de l’évidence même, avait été une « catastrophe. » Ce fut un litige amer qui divisait encore les puissances. Un an plus tard, Hitler renversera le verdict de 1918 et avec lui le sens rétrospectif de la Grande Guerre, notamment pour Allemands, Belges et Français.

Au cinquantième anniversaire, en 1964, tout avait changé. La question des responsabilités avait été résolue en tant que problème politique par la victoire alliée de 1945. Ce qui compte dorénavant, c’est la mémoire combattante. Les vétérans de 14-18, qui touchent leurs septante ans, témoignent collectivement pour la dernière fois et leur message est la « pitié de la guerre. » Ce même message joue un rôle clé dans la construction européenne. Son apothéose vient en 1984 avec Helmut Kohl et François Mitterand, main dans la main à Verdun, site de la réconciliation franco-allemande.

L’utilisation de la mémoire combattante à des fins nationales est toujours à l’œuvre. Souvent, il s’agit d’une forme classique de diplomatie: on signe la résolution de conflits ou le début de nouvelles ententes en reconnaissant le sacrifice de l’ancien adversaire. Ainsi, en plus du couple franco-allemand, Australiens et Turques attestent ensemble chaque année sur les plages de Gallipoli (site de l’invasion alliée en 1915) leurs identités nationales avec un message de paix et du « plus jamais ça ». Il en est de même pour l’Irlande, où le processus de paix dans l’Irlande du Nord s’est accompagné d’une renégotiation des « mémoires » de la Grande Guerre. Le soldat nationaliste et Catholique, qui se battait dans l’armée britannique pour la liberté de l’Irlande et d’autres petites nations, dont la Belgique, est devenu le terme médian et conciliateur entre ces mythes nationaux opposés que sont le soulèvement républicain de Pâques 1916 à Dublin et le loyalisme des « unionistes » de l’Ulster qui se sont sacrifiés sur la Somme. D’où le monument à tous les soldats irlandais dédié ici en Belgique, à Mesen/Messines en 1999.[[14]](#endnote-14) On se sert de la mémoire combattante et d’un message de paix pour affirmer de nouveaux projets comme il semble être le cas pour la Flandre belge qui, vue de dehors, semble pratiquer une forme de diplomatie culturelle par anticipation d’une quelconque indépendance nationale à travers la reconstruction d’une mémoire de la Grande Guerre.

**2. Perspectives pour un centenaire**

Il suffit de penser à l’attention portée par bien des pays il y a peu d’années à la mort de leur propre dernier soldat de 14-18 pour comprendre que l’on reste toujours dans le cadre des mémoires nationales de la Grande Guerre. Mais la question est posée: par rapport aux réalités de la guerre telles que je les ai esquissées tout à l’heure, s’avèrent-elles suffisantes pour un centenaire? Selon une phrase courante, il y a un « devoir de mémoire. » Je préfère un choix de mémoire. Suffit-il de porter ce devoir ou ce choix sur la nation et sur la mémoire combattante quand nous l’avons vu que la Grande Guerre fut à bien des égards un conflit non seulement national mais trans-national, impérial et colonial, quand bien des nations concernées ne s’en souviennent point ou peu, et quand les vétérans ne nous parlent plus? Ne nous faudrait-il pas de nouvelles perspectives? Les réponses à ces questions m’amènent à la deuxième partie de mes remarques.

Pour bien situer ma réponse, il faudrait remonter au septante-cinquième anniversaire de la guerre. Paradoxalement, on parlait peu de la Grande Guerre en 1989. On avait d’autres préoccupations - la chute du mur de Berlin pour ce qui était le présent, le bi-centenaire de la Révolution Française quant à l’histoire. Néanmoins, le tournant de 1989 a opéré un changement profond dans la temporalité contemporaine et ouvert une brèche vers d’autres rapports avec la Grande Guerre dont l’effet s’est vite senti.

 D’abord, l’éclatement de l’Union Soviétique mit une fin définitive au conflit entre communisme, fascisme et démocratie, un conflit né directement du premier conflit mondial (nous l’avons vu) et qui, après la défaite du fascisme, s’était prolongée dans la Guerre Froide. Pendant ce dernier conflit, 1945 marquait le début de l’histoire contemporaine, c’est-à-dire, un présent continu né du second conflit mondial. La chute du mur ferma cette parenthèse et reporta l’attention sur l’ensemble du cycle de violence qui avait commencé en 1914-1918. Il s’agissait du « court 20e siècle » et de « l’ère des extrêmes, » toutes deux identifiées par l’historien britannique, feu Eric Hobsbawm.[[15]](#endnote-15)

 Ensuite la réintégration de l’Europe faisait apparaître des mondes disparus. Il est vrai que dans le cas des guerres de l’ancienne Yougoslavie, et notamment de celle de la Bosnie avec le siège de Sarajevo, on avait l’impression de retrouver non seulement la crise qui avait provoqué la Grande Guerre mais aussi les conflits ethniques qui avaient tant marqué la première moitié du « court 20e siècle », avec atrocités, viols et victimes civiles. Mais par ailleurs les Européens circulaient avec une liberté inconnue depuis l’ère de la Grande Guerre, redécouvraient un *Mitteleuropa* perdu et se faisaient un continent.

Enfin, la mondialisation a rappelé cette première globalisation économique que connaissait la dernière partie du 19e siècle. Vu d’un certain angle, les guerres mondiales et la crise des années 1930 avaient interrompu ce mouvement par leurs nationalismes économiques et leurs militarismes déchaînés.[[16]](#endnote-16) Mais vu d’un autre angle, les conflits mondiaux avaient non seulement amené le monde en Europe (soldats américains et coloniaux) mais déplacé l’Europe du centre du monde. Avec la montée de l’Inde et de la Chine aux années 2000, tout eurocentrisme semblait encore plus injustifié qu’avant.

Les traits que je viens de décrire sont caractéristiques de ce « temps présent, » le nôtre, qui a remplacé celui de la Guerre Froide. Ils ont influencé le travail des historiens et ils posent certains défis pour nos mémoires collectives de la Grande Guerre à son centenaire. Je grouperai ces défis en trois perspectives, chacune transnationale.

La première perspective concerne la place de la Grande Guerre dans le cycle de violence du « court 20e siècle » révélé par le tournant de 1989. Certains historiens parlent d’une « guerre civile européenne » ou d’une nouvelle guerre de trente ans, qui serait allée de 1914 à 1945. La formule a eu son succès. Seulement, elle risque de gommer des différences significatives entre les deux guerres et d’effacer le temps de la paix entre elles, une paix qui avait sa propre violence politique, telles que l’arrivée des Nazis au pouvoir ou les purges staliniennes, violence qui prépare la nouvelle guerre. Personnellement, je mettrais l’accent plutôt sur des « généalogies de la violence » qui expliqueraient en quoi, et comment, la Grande Guerre a légué sa violence au monde.

Or, dans cette perspective, permettez-moi de vous ramener à la question des « responsabilités » pour la guerre, question longtemps obsédante, nous venons de la voir, car tout le poids du conflit telle qu’il s’était révélé pendant plus de quatre ans tombait sur les épaules de ceux jugés coupables - l’Allemagne, pour les anciens alliés. A cent ans de distance, cette question, reformulée comme les causes de la Grande Guerre, n’a rien perdu de son acuité. On débat toujours la « responsabilité » relative des différentes puissances pour l’éclatement du conflit tout comme le rôle de facteurs plus structurels. Ces facteurs comprennent la course aux armements, les rivalités coloniales et, nous avons pu le constater, le conflit entre le principe national et celui dynastique qui se trouvait à l’intersection de l’équilibre du pouvoir européen, à Sarajevo, sous forme du litige austro-serbe à propos de l’assassinat de l’héritier autrichien le 28 juin 1914.

Mais ce qui frappe à un siècle de distance, c’est la *disproportion* entre les causes de la guerre, n’importe quelle formulation on leur donne, et ce qui en résulte. C’est la guerre elle-même - dont si peu de gens avaient prévue la nature ou la durée - qui transforme le monde de ceux qui l’avaient déchainée en raison de son enlisement militaire et des mobilisations qu’elle requiert pour la victoire. C’est pendant la guerre que l’on imagine un ennemi « total », que l’on affiche l’idée d’un « sacrifice » total, malgré la mort en masse, et que l’on transgresse continuellement les normes légales de la conduite de la guerre - qu’il s’agit de l’emploi des gaz sur le champ de bataille, du travail forcé des prisonniers et des peuples occupées, ou de la volonté d’affamer l’ennemi.

Certes, pour comprendre le rapport avec ce qui vient après, il faudrait ajouter la « plus grande guerre » que j’ai décrite toute à l’heure. C’est ici où les violences nées de la guerre se poursuivent, dans la révolution et la contre-révolution russe, dans l’Europe de l’est où de nouvels états (comme la Pologne) se disputent territoires et minorités ethniques, et dans les crises de légitimité politique que connaissent L’Allemagne ou l’Italie. Pendant cette transition, on adapte la guerre à la paix. C’est ce que font les Bolchéviques, qui calquent leur expropriation de l’économie à la fois sur les économies de guerre de 1914-18 et sur les impératifs de la guerre civile russe. C’est ce que fait le fascisme de Mussolini à partir de mars 1919 en utilisant la force paramilitaire inspirée par la guerre pour s’attaquer à l’état libéral. Tout se passe comme si au 20e siècle (et à l’opposé de la fin du 18e siècle), la guerre est la vraie révolution, et elle change tout en son image, y comprise la révolution. La Grande Guerre met en marche bien plus qu’elle ne résout, créant ainsi des « généalogies » de la violence qui s’étendent vers le futur.[[17]](#endnote-17)

La deuxième perspective est celle des combattants. La Grande Guerre ne fut pas la première guerre industrielle (cette triste distinction appartient à la Guerre de Sécession aux Etats-Unis) mais elle a initié l’Europe et le monde à l’ère de la destruction en masse. Certes, la seconde guerre mondiale étendait cette violence militaire aux civils, notamment sous forme du bombardement aérien que l’on avait bien imaginé et commencé à pratiquer en 1914-18. Mais le second conflit ne connait aucun champ de bataille plus meurtrier que Verdun ou la Somme, sans parler des premières batailles (en Belgique et en France) d’août 1914. La souffrance et le sacrifice des soldats, dès la guerre elle-même, en sont un des traits les plus familiers, les plus saisissants.[[18]](#endnote-18)

Le prix du conflit en vie humaines tenait une place centrale dans les mémoires collectives nationales. Nos rituels maintenant si familiers autour de la mort collective - le besoin de compter et de nommer les corps, le « soldat inconnu » qui allège l’angoisse de celles et de ceux qui pleurent les « disparus » (les morts dont on ne trouve pas trace), le silence de deux minutes - tout cela nous vient de l’immédiate après-guerre quand, dans le capitales des pays vainqueurs (Londres, Paris, Bruxelles), on inventa un langage symbolique du deuil en masse que l’on n’a pas cessé d’adopter, et d’adapter, depuis. Par ailleurs, les vétérans trouvaient vite leur voix, associative, littéraire, qui le plus souvent témoignait une horreur de la guerre au-dessus de tout usage politique. A partir du cinquantième anniversaire, nous l’avons vu, c’est le message qui domine.

Et pourtant, dès que l’on sort du cadre national, le thème nous réserve des surprises. D’abord, il est important de rappeler que le combat lors de la première guerre mondiale n’est pas partout la même. Un monument équestre récent dans un parc pour enfants à Beer Sheva, Israël, commémore une charge célèbre de la cavalerie légère australienne en octobre 1917 contre l’armée turque. Dans certains endroits, donc, il y avait une guerre de mouvement. Les troupes britanniques qui envahirent l’Iraq en 2003 furent étonnées de voir le cimetière militaire de Basra, base de l’expédition britannique contre la Mésopotamie ottomane en 1914-18. Bien que cette campagne ressemblât plutôt à une guerre coloniale, elle fit des dizaines de milliers de morts. Beaucoup venaient de l’armée de l’Inde, dont plus d’un million de soldats se battaient à l’étranger. Ce qui nous rappelle que le cadre mémoriel de ces troupes coloniales était pré-national et, de nos jours, est le plus souvent oublié. Il en est de même pour le demi-million de soldats coloniaux français qui connaissaient, eux, la guerre de siège en Europe.[[19]](#endnote-19)

Ensuite, en ce qui concerne les « lieux de mémoire » apparemment si familiers de la guerre européenne (cimetières, monuments aux morts), nous en savons beaucoup plus de ce qui touche aux fronts de l’ouest ou austro-italien qu’au front de l’est. Ce « trou de mémoire » qui est la Pologne par rapport à la Grande Guerre comprend, nous l’avons dit, les sites de ce front. Qu’en est-il des cimetières, des monuments aux morts en Galicie, dans les Carpathes? Aucun registre d’ensemble n’existe des cimetières militaires et des sites commémoratifs de l’Europe assiégée du premier conflit mondial.

Enfin, ce qui motivait les soldats de la Grande Guerre reste énigmatique. Contraints de se battre? Sans doute. Il s’agissait partout d’armées de conscrits, le service militaire universel ayant été généralisé depuis son invention pendant la Révolution française. Motivés au moins à endurer? Sans doute aussi, car on n’oblige pas des millions d’hommes à se battre entièrement contre leur gré - les mutineries épisodiques en étant la preuve. Les historiens débattent ces questions de motivation et de morale (similaires ou différentes selon des armées nationales ou dynastiques?). Mais les questions ne prennent leur plein sens que dans un cadre européen et international.

Toutefois, l’énigme tient tout autant au fait que nous sommes loin, maintenant, de la mobilisation de populations entières pour une guerre de cette violence. Des militaires professionnels ont remplacé les conscrits (même la France, qui l’avait inventé, n’a plus la Nation en Armes du service universel) et les guerres tuent moins de militaires. Qui de nos jours accepterait le taux de morts de la Grande Guerre - 6,400 hommes par jour pendant plus de quatre ans? Cela nous évidemment des questions sur la nature du sentiment national, du « patriotisme » même aujourd’hui. Plus elle est distante de notre expérience, plus la « pitié de la guerre » des soldats nous accable. Elle restera une pierre de touche – et d’interrogation - du centenaire.

En revanche, l’expérience des *civils*, victimes de la guerre, qui est ma troisième et dernière perspective, semble bien plus proche de nous. Pourtant, elle a été pendant longtemps occultée par tout ce qui mettait en valeur l’expérience du soldat et le cadre national de la mémoire. Je devrais préciser, je ne parle pas des civils à l’intérieur des sociétés en guerre, des « home fronts » comme disent les Anglais. Leur participation à la mobilisation économique et leur soutien aux soldats (les femmes étant au devant de la scène dans les deux cas) ont eu leur place dans l’histoire sociale comme dans la perception nationale de la guerre. Non, je parle de civils ciblés par la violence militaire et étatique, le plus souvent pendant une occupation ou lors d’une épisode xénophobe, voire de génocide. Ces victimes ne figuraient pas parce qu’elles étaient ailleurs, en territoire occupé ou considérés comme minorités ethniques, sur les marges de la guerre. Par rapport à la place centrale des soldats dans la mémoire nationale, on se souvenait de ces expériences civiles dans un cadre local ou de diaspora. La Belgique est un example particulièrement intéressant. Car, exceptionnellement pour la première guerre mondiale, l’expérience majoritaire fut celle de l’occupation, une minorité ayant participé avec l’armée aux combats. Mais jusqu'à récemment, l’importance des deux expériences était l’inverse quant à la mémoire officielle de la guerre, le souvenir des « atrocités allemandes » de 1914 ou de l’occupation étant rélégué plutôt au niveau régional.

A partir de 1989, le sujet des victimes civiles commençait à devenir visible avec un sens nouveau de l’espace européenne et avec un « temps présent » nourri d’une sensibilité aux droits humanitaires universels – droits issus de la seconde guerre, avec les conventions de l’ONU, mais qui ne devenaient réellement opératoires qu’avec la fin de la Guerre Froide. Le féminisme deuxième vague aidant, on découvrait la centralité des civils (dont les femmes) comme victimes de la violence militaire et l’importance du droit international à la fois comme une mesure morale des transgressions et comme un instrument de justice. Le choc du génocide au Rwanda et des viols et autres brutalités lors du conflit en Bosnie y étaient pour beaucoup. Et avec la fin de la Guerre Froide, l’Holocauste émergeait comme un (sinon le) fait central de la deuxième guerre mondiale.

Pour aller vite, ce changement de perspective a eu deux conséquences par rapport à la première guerre mondiale. Tout d’abord, on a compris qu’il y a eu non seulement une Belgique ou un nord de la France occupées, mais une Europe occupée, et ce non pas en raison d’une ambition d’hégémonie par l’Allemagne *avant* 1914 mais comme conséquence de son échec militaire *en* 1914. L’Allemagne se trouvait en possession de pans entiers de la Pologne russe et de la Lithuanie, auxquelles les fortunes de guerre ajoutaient la Roumanie et l’Ukraine. [[20]](#endnote-20) Avec les pays occupés par ses alliés, y comprise la Serbie sous mainmise autrichienne, l’Allemagne maîtrise en 1918 une proportion du continent qui commence à ressembler à celle sous le contrôle de l’Axe vingt-cinq ans plus tard. Au fur et à mesure que la guerre progresse, les Empires du Centre vont soumettre les populations occupées à une exploitation draconienne, avec des camps d’internement, le travail forcé sur place, et même la déportation de la main’d’œuvre (belge, polonaise) en Allemagne pour les industries de guerre.

Toutefois, afin de bien saisir ce phénomène, il faudrait prendre une optique non seulement européenne mais globale. Car un facteur majeur dans la dureté des occupations de la Grande Guerre est l’exploitation par les Français et les Britanniques de leurs empires coloniaux. En effet, ils se servent de leur contrôle maritime pour couper l’Allemagne de l’économie internationale tout en livrant du matériel de guerre et de la main-d’œuvre coloniale en France. Cette dernière comprend des centaines de milliers de travailleurs coloniaux et chinois, souvent recrutés sous des conditions qui sont presque du travail forcé. Encore loin, il est vrai, de la barbarie des occupations nazies de la deuxième guerre, cette dynamique réciproque était néanmoins une des « généalogies » de violence de la première guerre qui annonçait le futur.

La deuxième manifestation de cette attention portée aux victimes civiles de la Grande Guerre est la difficile émergence du génocide des Arméniens de l’Empire ottomane en 1915-16 comme thème majeur. Difficile en raison d’un biais toujours fort dans l’historiographie, et dans la perception historique, au bénéfice des grandes puissances du « front de l’ouest, » comme à l’époque de la guerre. Pourtant, même s’il est vrai que la Turquie jouait un rôle somme toute mineure dans le déroulement de la guerre, cela n’empêche que la guerre ait joué un rôle majeur dans le sort de l’empire ottomane. Et cela lui vaut une place centrale dans la guerre elle-même du moment où nous sommes prêt à abandonner un eurocentrisme étroit. Car c’est dans l’empire ottomane, sous la houlette de l’extrémisme jeune turque, que la mobilisation politique pour la guerre se retourne contre une minorité ethnique et religieuse, les Arméniens. Ceux-ci sont ciblés comme l’ennemi interne au moment où la Turquie fait face à une invasion double - par les Russes dans la Caucase et par ine force franco-britannique à Gallipoli. Les observateurs contemporains (tel l’Anglais Lord Bryce) ne sont pas dupes: il s’agit bien d’une volonté d’extermination d’un peuple, dont plus d’un million sont tués ou meurent en déportation. Sans aller plus loin dans la comparaison (car il y a bien des différences), le génocide se trouve au cœur de la première comme de la deuxième guerre mondiale. Le sort tragique des Arméniens ottomanes représente une des « généalogies » de violence majeures du conflit, « généalogie » dont Raphaël Lemkin, le juriste qui formule le terme génocide trente ans plus tard, sera pleinement conscient.[[21]](#endnote-21)

 **\* \* \***

Ma conclusion me ramène à mon début. Il est évident que les mémoires nationales auront toute leur place lors du centenaire de la Grande Guerre, ce conflit ayant confirmé l’ère des états-nations, notamment en Europe. Toutefois, les derniers vingt-cinq ans ont apporté non seulement une révolution historiographique dans nos connaissances du conflit mais une transformation de notre propre temporalité qui a changé potentiellement nos rapports avec la Grande Guerre. Cette transformation temporelle, d’ailleurs, a joué un rôle clé dans la révolution historiographique. Impossible, dorénavant, à réfléchir sur cette épisode fondatrice de l’histoire contemporaine sans chercher ses dynamiques transnationales, qui expliquent sa force, ses capacités révolutionnaires, et sans élargir l’espace de la guerre à l’Europe et bien au-delà, au monde. En effet, une histoire globale pour une guerre mondiale.

 Toutefois, l’écart entre ses perspectives élargies et les cadres nationaux n’est que trop apparent. L’historien que je suis n’est peut-être pas concerné par les problèmes commémoratifs. Mais le citoyen que je suis, en l’occurrence de notre Europe commune, a son mot à dire. Tout simplement, je me demande si les gouvernments nationaux n’auraient pas en 2014-2018 un « devoir de mémoire » envers autrui et par rapport à ailleurs, vers l’ancien ennemi, vers les peuples coloniaux et « pré-nationaux » qui ont tout de même vécu cette guerre. Quant à l’Europe, celle de l’Union Européenne, elle n’a été que trop absente jusqu’ici de toute réflexion sur la signification d’une catastrophe, il y a un siècle, qui a été l’origine de sa propre construction. Dans un contexte de réconciliation franco-allemande aux années 1920, le projet du ministre des Affaires Etrangères de France, Aristide Briand (signé par son homologue allemand, Gustav Stresemann) pour une Union Fédérale européenne était le précurseur directe de la deuxième tentative de construction européenne, cette fois réussie, dans les années 1950. Le « choix de la mémoire », sinon le « devoir de la mémoire», devrait porter la Commission et le Parlement de l’Union Européenne à assumer leurs responsabilités commémoratifs aussi. Et quel meilleur endroit pour le dire que ici à Bruxelles, capitale d’une nation deux fois occupée, mais capitale aussi des hautes instances de l’Union Européenne, elles-mêmes issues indirectement des « généaolgies » de violence de la Grande Guerre il y a cent ans.

1. Sur ces questions, voir Reinhart Koselleck, ‘Time and History,’ dans Reinhart Koselleck, *The Practice of Conceptual History. Timing History, Spacing Concepts* (Stanford: Stanford University Press, 2002), pp. 100-114, et François Hartog, *Régimes d’historicité: Présentisme et expériences du temps* (Paris: Seuil, 2003). [↑](#endnote-ref-1)
2. Voir notamment l’étude classique conçue et dirigée par Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire* (Paris: Gallimard, 1984-1992), 3 vols., et pour ce qui concerne la Grande Guerre, Jay Winter, *Remembering War: the Great War between Memory and History in the 20th Century* (New Haven: Yale University Press, 2006). [↑](#endnote-ref-2)
3. Les morts militaires de la Grande Guerre s’élevèrent à plus de 10 million. Il est impossible pour l’instant d’arriver à un total ferme pour les victimes des conflits qui prolongent la guerre jusqu’au début des années 1920, mais même en excluant celles de la guerre civile russe, on pourrait estimer les morts provoqués par les multiples types de violence lies à la guerre (guerres civiles, revolutions, conflits sociaux, repressions coloniales) à plusieurs centaines de millier. Pour cette extension du cadre temporel de la guerre, voir Robert Gerwarth et John Horne (dir.), *War in Peace: Paramilitary Violence in Europe after the Great War* (Oxford: Oxford University Press, 2012). [↑](#endnote-ref-3)
4. Erez Manela, *The Wilsonian Moment: Self-Determination and the International Origins of Anticolonial Nationalism* (New York: Oxford University Press, 2009). [↑](#endnote-ref-4)
5. Olivier Cosson, *Préparer la Grande Guerre. L’Armée française et la guerre russo-japonaise (1899-1914)*, (Paris: Les Indes Savantes, 2013) [↑](#endnote-ref-5)
6. Manfred F. Boemeke, Roger Chickering and Stig Förster (eds.), *Anticipating Total War: The German and American Experiences, 1871-1914* (Cambridge: Cambridge University Press, 1999).

 [↑](#endnote-ref-6)
7. Georges Clemenceau, Chambre des Députés, 8 mars 1918. [↑](#endnote-ref-7)
8. Aviel Roshwald, *Ethnic Nationalism and the Fall of Empires. Central Europe, Russia and the Middle East, 1914-1923* (London and New York: Routledge, 2001); Michael Reynolds, Shattering Empires: the Clash and Collapse of the Ottoman and Russian Empires, 1908-1918 (Cambridge: Cambridge University Press, 2011) [↑](#endnote-ref-8)
9. Alistair Thomson, *Anzac Memories. Living with the Legend* (Melbourne: Oxford University Press, 1994); Jonathan Vance, *Death So Noble: Memory, Meaning and the First World War* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1997); Bill Nasson, *Springboks on the Somme: South Africa in the Great War 1914-1918* (Johannesburg: Penguin, 2007), pp. 219-42. [↑](#endnote-ref-9)
10. Pieter Lagrou, ‘Les Guerres, les morts et le deuil: bilan chiffré de la Seconde Guerre Mondiale,’ in Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Christian Ingrao and Henry Rousso (eds.), *La Violence de guerre, 1914-1945* (Brussels: Editions Complexe, 2002), pp. 313-27. [↑](#endnote-ref-10)
11. E.g. Gerhard Hirschfeld, Gerd Krumeich, and Irina Renz (eds.), *Keiner fülht sich hier mehr als Mensch... Erlebnis und Wirkung des Ersten Weltkriegs* (Essen: Klartext, 1993); Bernd Ulrich and Benjamin Ziemann, (eds.), *Frontalltag im Ersten Weltkrieg: Wahn und Wirklichkeit. Quellen und Dokumente* (Frankfurt am Main: Fischer, 1995), translated as *German Soldiers in the Great War: Letters and Eyewitness Accounts* (Barnsely: Pen and Sword, 2010); Gerhard Hirschfeld, Gerd Krumeich, Dieter Langewiesche, and H. P. Ullmann, (eds.), *Kriegserfahrungen. Studien zur Sozial und Mentalität-geschichte des Ersten Weltkriegs* (Essen: Klartext, 1997); Bernd Ulrich, *Die Augenzeugen: deutsche Feldpostbriefen in Kriegs und Nachkriegszeit, 1914-1933* (Essen: Klartext, 1997). [↑](#endnote-ref-11)
12. Juliet Kinchin, ‘ “Caught in the Ferris-Wheel of History”: Trianon Memorials in Hungary’ in Matthew Rampley (ed.), *Heritage, Ideology and Identity in Central Eastern Europe: Contested Pasts. Contested Presents* (Woodbridge: Boydell Press, 2012), pp. 21-40. [↑](#endnote-ref-12)
13. Robert Traba, ‘Der vergessene Krieg 1914-1918’ in Andreas Lawaty and Hubert Orlowski (eds.), *Deutsche und Polen. Geschichte-Kultur-Politik* (Munich: Beck, 2003), pp. 53-60. [↑](#endnote-ref-13)
14. John Horne (ed.), *Our War. Ireland and the Great War* (Dublin: Royal Irish Academy, 2008; new ed., 2012). [↑](#endnote-ref-14)
15. Eric Hobsbawm, *L’Âge des extremes. Histoire du court XXe siècle* (1994; traduit de l’anglais, Bruxelles et Paris: Éditions Complexe/*Le Monde diplomatique*,1999; nouvelle édition, Paris, André Versaille, 2008); Mark Mazower, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l’Europe au XXe siècle* (1998; traduit de l’anglais, Bruxelles et Paris: Éditions Complexe, 2008). [↑](#endnote-ref-15)
16. For reflections in this sense see Niall Ferguson, *The Pity of War* (London: Allen Lane, 1998), pp. 457-62 (‘What If?’); Gerald Feldman, ‘Mobilizing Economies for War,’ in Jay Winter, Geoffrey Parker and Mary R. Habeck (eds.), *The Great War and the Twentieth Century* (New Haven: Yale University Press, 2000), pp.166-86 (here pp.167-71); Holger Afflerbach and David Stevenson (eds.), *An Improbable War? The Outbreak of World War I and European Political Culture before 1914* (Oxford: Oxford University Press, 2007); and Christopher Clark, *Les Sonambules: Été 1914: comment l’Europe a marché vers la guerre* (2013; traduit de l’anglais, Paris: Flammarion, 2013). [↑](#endnote-ref-16)
17. John Horne (dir.), *Companion to World War One* (Chichester et Oxford: Wiley Blackwell, 2010), introduction. [↑](#endnote-ref-17)
18. Jay Winter (dir.), *La Première Guerre mondiale*, t. 1, *Combats* (Paris: Fayard, 2013). [↑](#endnote-ref-18)
19. Joe Lunn, *Memoirs of the Maelstrom: A Senegalese Oral History of the First World War* (Londres: James Currey, 1999). [↑](#endnote-ref-19)
20. Sur ces questions, voir les travaux pionniers d’Annette Becker, *Oubliés de la grande guerre. Humanitaire et culture de guerre. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre* (Paris: Editions Noêsis, 1998) et *Les Cicatrices rouges, 14-18: France et Belgique occupées* (Paris: Fayard, 2010); Philippe Nivet, *La France occupée, 1914-1918* (Paris: Colin, 2011); pour la Belgique, Sophie de Schaepdrijver, *De Groote Oorlog. Het koninkrijk België tijdens de Eerste Wereldoorlog* (Amsterdam: Olympus, 1997)/ *La Belgique et la Première Guerre Mondiale* (Berlin et New York: Peter Lang, 2004) et Laurence van Ypersele et Emmanuel Debruyne, *De la Guerre de l’ombre aux ombres de la guerre* (Genève: Editions Labor et Fides, 2004); et pour l’Europe de l’est, Vejas Liulevicius, *War Land on the Eastern Front. Culture, National Identity and German Occupation in World War I* (Cambridge: Cambridge University Press, 2000). [↑](#endnote-ref-20)
21. John Horne (dir.), *Vers la guerre totale: le grand tournant de 1914-1915* (Paris: Tallandier, 2010). [↑](#endnote-ref-21)